

3537

REPUBLIQUE DU SENEGAL
=====
DEPARTEMENT DE KAFFRINE
=====
COMMUNAUTE RURALE DE MALEM-HODAR
=====
VILLAGE DE CIVOL
=====

**PROJET DE MISE EN PLACE D'UN COMPLEXE
DE FORMATION SOCIO-EDUCATIVE ET
PROFESSIONNELLE POUR LA LUTTE CONTRE
LA PAUVRETE DES ENFANTS ET DES JEUNES
RURAUX
(DAARA MODERNE)**

**PROMOTEUR : Serigne Tahirou KA
Chef Religieux a Civol**

AOUT 2006

I – CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE NATIONAL ET LOCAL

1. 1- Contexte socio-économique national

Pays sahélien, situé à l'extrémité Ouest du continent africain, le Sénégal s'étend sur une superficie de 196.722 Km² et partage ses frontières au nord avec la Mauritanie, à l'est avec le Mali, au sud avec la Guinée et la Guinée Bissau. La population est estimée en août 2002 à 10.425.200 habitants avec un taux annuel de croissance de 2,5%. Les femmes majoritaires (52%) sont plus présentes en milieu rural. La population est jeune avec un âge moyen de 21,8 ans pour les hommes et 22,6 ans pour les femmes. La population est essentiellement rurale (58,5%). Plus de la moitié des citadins vivent dans l'agglomération dakaroise.

Le Produit Intérieur Brut (PIB) a cru en termes réels en moyenne de 5,2% sur la période 1995-2002. L'économie sénégalaise a enregistré des performances relativement satisfaisantes dans la plupart de ses secteurs d'activités malgré les aléas climatiques. Le taux de croissance du PIB réel réalisé en 2005, a été de l'ordre de 5,3%, inférieur aux prévisions initiales et au rythme minimum (7%) nécessaire à la réduction de moitié de la pauvreté d'ici 2015.

Le Sénégal figure en 2005 parmi le groupe des pays les moins avancés présentant un Indice de Développement Humain (IDH) relativement faible (0,458) et occupe la 157^{ème} place. L'incidence de la pauvreté est passée de 67,9% en 1994/95 à 57,1% en 2001/02 avec des disparités géographiques et spatiales mais également sexospécifiques importantes. Les niveaux de pauvreté sont plus élevés en zones rurales qu'en zones urbaines (57,5% contre 43,3%). Le recul de la pauvreté a profité plus aux zones rurales qu'urbaines. L'extrême pauvreté touche environ 12% des ménages et s'accroît principalement en milieu rural avec comme corollaires le chômage et l'émigration massive des jeunes ruraux vers l'extérieur.

Dans le domaine de l'éducation, le Sénégal n'a pas encore réussi l'objectif de l'éducation universelle au niveau de l'enseignement primaire, même si le taux brut de scolarisation est en progrès et se situe à 82,5% en 2005, contre 62% en 1998. L'écart entre les garçons (82,4%) et les filles (77,30%) est encore important. L'analphabétisme recule mais touche encore 62,2% de la population en 2005 dont 71,2% de femmes. Dans le domaine de la santé, les résultats des enquêtes de 2005 attestent d'une certaine amélioration des conditions de survie de l'enfant et de la mère. En effet, le taux de mortalité infanto-juvénile est passé de 145,3‰ en 1997 à 121‰ en 2005 et le taux de mortalité infantile de 70,12‰ en 1997 à 61‰ en 2005. Concernant la lutte contre le VIH/SIDA, le Sénégal a réussi à maintenir une basse prévalence de 0,7%. Par contre, des contraintes subsistent dans la lutte contre le paludisme. Les conditions d'hygiène

individuelle et collective et d'assainissement demeurent précaires et les carences alimentaires sont responsables de la dégradation de l'état de santé des populations. Environ 72,9% de la population ont un accès à l'eau potable en 2005 tant que seuls 56,15% ont un accès à l'assainissement. Les disparités intra urbaines, entre quartiers riches et quartiers pauvres s'accroissent.

Les infrastructures physiques (dont le transport) restent faiblement développés, en dehors des télécommunications. Le secteur de l'énergie reste marqué par un déficit de la production et une mauvaise qualité du service. Ceci risque d'avoir des conséquences négatives sur les prévisions de croissance. En zone rurale l'accès à l'électrification rurale est encore faible (moins de 15% en 2005) et cela constitue un obstacle au développement économique et humain au Sénégal.

Pour relever des différents défis, le Gouvernement a entrepris de réviser sa stratégie nationale de réduction de la pauvreté principalement pour les groupes les plus vulnérables notamment les enfants, les jeunes, les femmes, les handicapés et les personnes du 3^{ème} âge.

1.2 Contexte socio-économique local

a. La région de Kaolack

Kaolack est le bassin arachidier et la capitale économique régionale de l'arachide. Elle est la troisième ville du pays mais souffre aujourd'hui du déclin de l'arachide. Située sur le Saloum (un fleuve côtier intégralement salinisé), Kaolack est le pôle de l'industrie du sel au Sénégal. Il subsiste un important regain du secteur agricole qui passe par la diversification des cultures (mil, maïs, coton.) ainsi que par la transformation et la commercialisation locale des produits agricoles. La région a depuis longtemps enregistré une multitude d'écoles coraniques principalement dans le département de Kaffrine que fréquentèrent des milliers de jeunes venant de toutes les régions du Sénégal et des pays voisins. La région de Kaolack qui connaissait un regain d'activités économique avec la commercialisation de l'arachide et les échanges avec la Gambie, pays frontalier a connu depuis quelques années un profil de pauvreté dépassant la moyenne nationale à cause de la crise de l'arachide.

b. Le département de Kaffrine

Le département de Kaffrine abrite deux communes (Kaffrine et Kounghoul), quatre arrondissements (Birkelane, Maka Yop, Malem-Hoddar et Nganda) et compte 367 villages répartis dans vingt-et-une communautés rurales.

Avec environ 372 820 habitants (plus de 30 habitants au km²), sa population pluri-ethnique se caractérisant par un sédentarisme dans sa

partie sud et un nomadisme transhumant dans sa partie nord, est plus rurale qu'urbaine.

Essentiellement rurale, la population est en majorité composée de paysans et de pasteurs. Outre l'agriculture et l'élevage, le commerce et l'artisanat constituent les principales activités des populations. Par ailleurs, la commune de Kaffrine abrite un centre d'enseignement technique professionnel qui forme des artisans (maçonnerie, menuiserie métallique et bois).

Le département de Kaffrine est un carrefour commercial avec ses loumas qui sont les marchés hebdomadaires, à Birkelane, Boulel, Malem-Hoddar (un marché hebdomadaire le dimanche).

Kaffrine se trouve sur la ligne de chemin fer et sur l'axe routier Dakar-Kaolack-Tambacounda-Bamako. Il présente une importance culturelle dans le sens où elle constitue la frontière entre le Sénégal de l'Ouest/Atlantique et le Sénégal oriental côtoyant le Mali. La ville qui porte le même nom que le département est relativement animée car elle joue un rôle commercial important et est située dans le bassin arachidier. Comme elle est un axe de convergence, elle constitue une escale privilégiée pour les voyageurs en direction de l'Est. Kaffrine est une petite ville non modernisée qui est constituée d'une gare routière entourée par un marché et quelques boutiques. L'état du bâti n'est pas non plus modernisé et ressemble à certains villages ruraux dans la mesure où la majeure partie de la ville est constituée de maisons traversées par des petites rues de sable ou de latérite. Le transport urbain aussi est embryonnaire et n'est assuré que par des vélos taxis. Cela est dû au fait de l'état des routes et de la quantité et de la qualité des consommateurs du service de transports urbains de Kaffrine.

L'agriculture et l'élevage restent les activités principales dans toute la zone autour de Kaffrine. L'arachide et le mil sont les deux principales cultures. La culture de l'arachide qui avait régressée, a repris de l'importance grâce au programme arachide bouche de la société NOVASEN qui leur fournit les intrants et les encadre depuis deux ans. Le maïs est aussi cultivé, mais comme le mil, il ne bénéficie presque pas d'engrais, la section villageoise de la coopérative ayant des arriérés de dettes avec la CNCAS.

c. La communauté rurale de Malem-Hoddar

Le principal atout de cette communauté rurale est la volonté politique de ses dirigeants ainsi qu'une bonne mobilisation de la population principalement dans les domaines de l'éducation, de la santé et de

l'hydraulique. Au niveau éducatif il existe une grande percée de l'islam et la volonté de mettre en place des formations religieuses modernes.

La communauté rurale de Malem-Hoddar se trouve non loin de la route principale et du chemin de fer. Il est alors assez possible de joindre la communauté rurale en des actes principaux et de la sortir de son enclavement actuel.

Les formations coraniques modernisées contribueront à améliorer son rayonnement et augmenterait sa polarisation.

Malgré sa proximité des axes routiers, Malem-Hoddar est une communauté rurale qui souffre de son isolement. Elle manque alors des équipements de base (routes, écoles, centres de santé). La difficulté d'accéder à l'eau potable constitue le principal défi des populations

La zone a été un important centre de traite arachidière. Le train qui transportait les arachides attirait une population diverse et beaucoup de commerce. La chute de la production arachidière a été suivie d'une baisse des activités économiques et le chômage des jeunes, ce qui augmente la vulnérabilité des populations de cette localité.

Les écoles coraniques, quoique donnant une formation de base, ne sont pas alignées à un programme de formation moderne et professionnelle.

II. JUSTIFICATION DU PROJET.

La problématique Islam et Développement constitue de plus en plus la préoccupation majeure des décideurs politiques et des chefs religieux. Un chroniqueur d'un important quotidien de la presse sénégalaise a titré un de ses articles comme suit : « Les classes d'Instruction Coranique forment des chômeurs ». Cette affirmation même si elle ne traduit pas toujours la réalité, constitue un signal d'alarme et un appel pathétique à la conscience individuelle et collective des décideurs et des chefs religieux pour une mobilisation et une coalition populaire contre la mendicité des enfants et des jeunes issus des Daaras et des zones rurales. L'analyse de la vulnérabilité montre que plus de 500 000 enfants sont victimes des pires formes de travail, de l'exploitation sexuelle (pédophilie, prostitution) des trafiquants de drogue, etc.

L'Etat du Sénégal, les organisations internationales et les organisations de la société civile ont eu au delà des campagnes de communication et de sensibilisation, à soutenir l'élaboration de textes législatifs et réglementaires ainsi qu'une convention pour assurer la protection juridique des enfants contre

ces différentes pratiques ou violations de leurs droits. De plus des mécanismes et cadres de concertations ont été mis en place au niveau national avec l'édition de rapports périodiques. Toutefois peu d'initiatives privées durables sont prises pour enrayer ces fléaux à partir de la racine, c'est-à-dire des foyers ou localités pourvoyeuses d'enfants et de jeunes mendiants. Il est en effet établi, comme indiqué plus haut, que les daaras qui assuraient l'éducation coranique des enfants ne bénéficient pas souvent d'un encadrement pédagogique, et de moyens techniques et d'un environnement physique approprié pour non seulement assurer le maintien des enfants dans les daaras mais également leur insertion professionnelle éventuelle.

Les études réalisés sur la situation des daaras ont permis de faire les constats suivants :

- Le taux de jeunes inscrits dans les daaras est de loin plus élevé que le taux de jeunes scolarisés. Ceci est dû à la double raison d'une société fortement islamisée et d'une insuffisance des structures sanitaires ;
- Les daaras malgré l'importance des jeunes qu'ils doivent éduquer ne bénéficient réellement d'aucun appui étatique du point de vue matériel, financier et organisationnel ;
- Les maîtres chargés de les gérer ont été formés pour enseigner simplement des connaissances religieuses ;
- La « pédagogie » utilisée dans les daaras ainsi que l'organisation de l'enseignement retiennent les jeunes pendant plusieurs années dans les daaras ;
- Les longues années passées dans les daaras sont souvent des années perdues pour l'apprentissage d'un métier ;
- Le seul débouché offert aux élèves des daaras est de devenir plus tard des maîtres d'écoles coraniques, ce qui évidemment n'est pas donné à tous ;
- Ceux qui ne sont pas devenus des maîtres tentent généralement de gagner leur vie dans les grandes villes, en Europe, aux Etats-Unis ou restent dans les villages pour être des paysans et pasteurs mais sans ressources.

C'est conscient de cette situation de vulnérabilité et de déperdition dans les daaras que El Hadj Serigne Tahirou Kâ, Khalife du vénéré marabout El Hadj Ibrahima Khoredia Kâ, Chef religieux moderne et ouvert au monde, a décidé de s'investir de façon utile dans la croisade contre la mendicité et l'exploitation des enfants en initiant la formation et de la mise en place d'un Projet de Mise en

Place d'un Complexe de Formation Socio-Educative et Professionnelle pour la Lutte Contre la Pauvreté des Enfants et Jeunes Ruraux.

III. PRESENTATION DU PROMOTEUR DU PROJET.

Khalife de son père le vénéré Feu El Hadj Ibrahima Khouredia Kâ (né en 1911), Serigne Tahirou Kâ est né en 1944 à Civol où il a appris et assimilé très tôt à l'âge de 6 ans le Coran sous la supervision directe de ce dernier. Grand érudit maîtrisant parfaitement les sciences et la culture islamique, feu El Hadj Ibrahima Khouredia a su développer une stratégie d'ouverture vers les autres foyers d'éducation du pays principalement à Saint-Louis et en Mauritanie. Homme en avance sur son temps, il avait tenu à inculquer à ses enfants le goût de la recherche et l'esprit d'entrepreneuriat valorisant les préceptes du Coran de partage, de solidarité et d'efficacité apte à permettre à l'être humain de gérer son propre destin et d'améliorer les conditions d'existence de ses prochains. Mû de ses acquis, Serigne Tahirou Kâ s'est attelé depuis la disparition de son père à la préservation et à la vulgarisation de l'héritage légué par ce dernier.

Grâce à sa vaste culture et son esprit d'analyse, Serigne Tahirou Kâ a pu développer un important capital relationnel à travers toute l'étendue du territoire, d'abord dans la communauté rurale de Malem-Hoddar qui compte plus de 30 villages religieux, dans les autres régions du pays principalement à Kaolack, Tivaouane, Touba et Saint-Louis et dans la sous région (Mauritanie, Gambie, Mali et Guinée Bissau). Il a su créer et développer un daara de plus de 300 personnes enfants, jeunes et adultes, qui constitue un véritable creuset d'éducation islamique. Il parviendra ainsi à susciter auprès de ses nombreux fidèles des associations ou dahiras islamiques dans les différentes régions du Sénégal.

Eminent conférencier, ses prestations publiques sur les thèmes divers dans le domaine de l'éducation, la famille, le développement du point de vue de la religion islamique sont largement suivies par toutes les couches de la population.

Décidé à anticiper sur les mutations sociologiques et scientifiques en cours dans le monde, il a su faciliter l'envoi de ses étudiants dans les plus grandes universités arabes pour parfaire leur formation dans différentes disciplines et qui pour la plupart reviennent au pays mais souvent sans emploi.

Tirant les leçons de ces expériences et devant la situation lancinante des enfants et jeunes ruraux issus des daaras, telle que décrite plus haut, Serigne Tahirou Kâ se propose ainsi de mettre en œuvre le projet dont les objectifs s'articulent comme suit.

IV. OBJECTIFS ET STRATEGIES DE MISE EN ŒUVRE.

4.1- Objectifs

Objectif général :

Contribuer à la lutte contre la pauvreté des jeunes de la communauté rurale de Malem-Hoddar à travers la mise en place et le développement d'un complexe de formation socio-éducative et professionnelle.

Objectifs spécifiques :

1. favoriser l'accès aux infrastructures et services sociaux de base des populations vulnérables de la zone d'intervention ;
2. promouvoir le renforcement des capacités éducatives et professionnelles des enfants et des jeunes vulnérables des zones d'intervention suivant la pédagogie Islam et Développement ;
3. Favoriser l'accès au financement d'activités génératrices de revenus des jeunes formés à travers des filières agricoles et non agricoles porteuses ;
4. Mettre en place un cadre institutionnel de gestion et de suivi du projet.

Le projet de modernisation du daarra de Civol vise une auto-promotion et un développement endogène principalement centré sur l'enseignement religieux et la formation professionnelle. C'est à la fois un projet de promotion de l'éducation et de la formation et de lutte contre la pauvreté. L'objectif du projet est de donner aux enfants un enseignement religieux de qualité et aussi une formation professionnelle qui leur permettra d'être opérationnel une fois leurs études coraniques terminées et d'être mieux impliqués au développement du Sénégal et aux processus de prise de décision. Le projet vise aussi à développer la micro finance. Ce qui permettra de valoriser le gain de temps par la menée d'activités génératrices de revenus.

4.2- Stratégies de mise en œuvre

Pour l'atteinte de ses objectifs, les stratégies de mise en œuvre se résument comme suit :

- La construction, l'aménagement ou la réhabilitation des infrastructures et de services sociaux de base ou de lieux de culte. La Daara qui sera construite sera constituée d'activités thématiques et de terres d'application de filières agricoles.
- En ce qui concerne le renforcement des capacités, il sera conçu et développé des modules de formation pluridisciplinaires dans les secteurs suivants :
 - ✓ Enseignement/Développement (agriculture, élevage, etc.) ;

- ✓ Enseignement du Coran et de l'arabe.
- S'agissant du financement des AGR, il sera développé un dispositif d'appui conseil en élaboration de projets microréalisations et mis en place un financement des jeunes formés et porteurs d'idées de projets dans les divers domaines d'intervention prévus ;

IV. CADRE INSTITUTIONNEL DE GESTION ET DE SUIVI

Quant au cadre institutionnel de gestion et de suivi, il est un dispositif souple dirigé par un coordonnateur appuyé par une équipe de techniciens et sous la supervision d'un comité d'orientation et d'un comité de suivi technique aussi bien sur les questions pédagogiques et opérationnelles.

V. COUT DU PROGRAMME ET PLANNING D'EXECUTION (ANNEXES)

BUDGET PROJET DAARA MODERNE CIVOL

Désignation	Année 1	Année 2	Année 3	Total
Fonctionnement				
(1) Promoteur/Directeur	3 600 000	3 600 000	3 600 000	10 800 000
(12) Enseignants/coraniques	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000
(1) Comptable	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000
(1) Agent	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000
(1) Secrétaire assistant	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000
(1) Gardien	700 000	700 000	700 000	2 100 000
Entretien et Réparation	6 800 000	6 800 000	6 800 000	20 400 000
Eau et Electricité	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000
Téléphone/fax	2 100 000	2 100 000	2 100 000	6 300 000
Equipement/entretien local	8 000 000	5 000 000	5 000 000	18 000 000
Réfection et Aménagement local	3 000 000	-	-	3 000 000
Fourniture de bureau	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
S/Total 1.....	44 200 000	33 200 000	33 200 000	110 600 000
Génie Civil (Infrastructures et Services Sociaux de Base)				
Sanitaires	50 000 000	50 000 000	50 000 000	150 000 000
scolaire	150 000 000	150 000 000	150 000 000	450 000 000
S/Total 2.....	200 000 000	200 000 000	200 000 000	600 000 000
Equipement				
Photocopieuse (2)	24 000 000			24 000 000
Informatique (100) : 50 par année	100 000 000			100 000 000
Fax (1)	18 000 000			18 000 000
Pupitres (1000)	10 000 000			10 000 000
Mobilier de Bureau (15 bureaux)	20 000 000			20 000 000
Achat Véhicule de Liaison et Entretien 4X4	30 000 000			30 000 000
S/ Total 3	202 000 000	0	0	202 000 000

Voyages et Visites	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000
Consultation (National et International)	10 000 000	5 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000
Suivi/Evaluation des Programmes et Fonctionnement	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	6 000 000
Séminaires (nationaux/régionaux)	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000
Recyclage d'Enseignants et Personnel de Direction	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	9 000 000
Formations bénéficiaires	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	45 000 000
Equipement allégement	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000	3 000 000
Caisses de crédit aux activités productives du daara	60 000 000	60 000 000	60 000 000	60 000 000	180 000 000
Equipement des caisses	22 050 000	22 050 000	22 050 000	22 050 000	66 150 000
Transport des équipements	4 000 000	4 000 000	4 000 000	4 000 000	12 000 000
Divers et imprévus	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	45 000 000
Infrastructures et équipement	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000
S/total 4	159050000	141050000	141050000	141050000	441150000
TOTAL GENERAL	605 250 000	374 250 000	374 250 000	374 250 000	1 353 750 000

<p>promouvoir le renforcement des capacités éducatives professionnelles des enfants et des jeunes vulnérables des zones d'intervention suivant la pédagogie Islam Développement</p>	<p>Rallier l'enseignement coranique avec la formation professionnelle Harmoniser avec les autres écoles modernes Développer des activités de formation pratique pour les apprenants dans les daaras</p>	<p>Une formation moderne et pratique en plus de l'apprentissage du coran s'intéressant aux compétences de vie courante, à la résolution de problèmes et à la gestion des activités génératrices de revenus. Ces compétences de base sont établies dans un livre qui retrace le crédit par discipline en donnant la liberté de l'organisation du temps aux responsables des daaras compte tenu des réalités de leur milieu et tradition.</p>	
<p>Renforcer les capacités des maîtres coraniques Intégrer dans la formation l'apprentissage professionnel et d'autres langues étrangères nationales Développer les capacités ciblées à véhiculer contenus curriculaires envisagés Développer un programme de renforcement des capacités (gestion environnement et RN, lutte contre maladies, etc.)</p>	<p>les -Les capacités des enseignants renforcées ; et les aider à approfondir leur connaissance de l'insertion professionnelle ; -Une expérience pilote et la réplicable si c'est possible dans les autres parties du Sénégal, ensuite l'expérience pilote généralisée ; un programme de renforcement des capacités (gestion environnement et RN, lutte contre maladies, etc.)</p>	<p>Nombre de programmes d'apprenants formés et en formation Types de formations professionnelles Taux d'insertion dans la vie active des formés</p> <p>Nombre de langues enseignées</p> <p>Nombre d'apprenant par langue</p> <p>Nombre de supports élaborés par langue</p> <p>Nombre de formations professionnelles enseignées dans chaque langue</p>	

<p>Organiser des ateliers de réflexion, de conception et de supports didactiques entre les maîtres daara et partenaires nationaux ayant l'expérience dans la modernisation des daara (Maraoc, Arabie Saoudite, etc.)</p> <p>Le Coran bien compris ; La situation de l'enseignement trilingue ou de quadri-lingue ; Les manuels et programmes conçus et élaborés ; Nombre de supports didactiques conçus</p>	<p>Soutenir les daara à travers des programmes de microfinances et d'AGR</p> <p>Accompagnement des maîtres coraniques par le partenariat de participation de décentralisation/déconcentration et de coordination</p> <p>Nombre d'AGR financés ; Nombre de structures sanitaires construites ; Nombre de programmes de RC élaborés</p>	<p>Appuyer les cultures d'hivernage comme le mil et le sorgho et les niébé qui constituent des cultures vivrières</p> <p>Financement triennal mis en place</p> <p>Montant accordé ; Nombre de bénéficiaires</p>	<p>Etude d'impact pour mesurer l'effet sur les migrations dans la zone</p> <p>Exode rural et migrations contenues</p> <p>Evaluation du taux de migration à partir des études d'impacts</p>
<p>Favoriser l'accès au financement d'activités génératrices de revenus des jeunes à travers des filières agricoles et non agricoles porteuses ;</p>			

LEGENDE

-  Chef lieu régional
-  Limite régionale
-  Chef lieu départemental
-  Limite départementale
-  Chef lieu d'arrondissement
-  Limite d'arrondissement
-  Commune
-  Communauté rurale



Publié sur
www.ou-senegal.com